





Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau

## Processus ECOWAP/PDDAA Horizon 2025

Réunion du Groupe Technique de Suivi, pour l'analyse de la première version du Guide méthodologique du processus d'élaboration des PNIA et du PRIA de 2ème génération

Accra - 26/27 avril 2016

# Relevé de Conclusions et de recommandations

### Avec la facilitation technique de :



# En partenariat et avec l'appui financier, logistique et technique de :





ECOWAP Donors Group

#### En collaboration avec :



#### I. introduction

1. A l'initiative de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'est tenu les 26 et 27 Avril 2016 à Accra, République du Ghana, l'atelier du Groupe technique de suivi régional sur le processus de révision des Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIAs) et du Plan Régional d'Investissement Agricole (PRIA), dans le contexte de la dynamique d'opérationnalisation de la déclaration de Malabo sur la transformation de l'Agriculture africaine.

# 2. Ont participé à l'atelier,

- a. Les représentants de la CEDEAO;
- b. Le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural de la République du Sénégal ;
- c. Le représentant de la Commission de l'Union Africaie et de l'Agence du NEPAD ;
- d. Les représentants des quatre groupes d'acteurs : OP, secteur privé, Réseau Genre, société civile (POSCAO) ;
- e. Les représentants des institutions techniques d'appui : CILSS, CORAF/WECARD, FAO, IFPRI, AFRICARICE, Secrétariat CSAO-OCDE, Hub Rural :
- f. Le chef de file de l'ECOWAP Donor's Group ;
- g. Les structures invitées: ARAA, et CT/AGIR, African Youth Initiative on Climate Change (AFRI.YOCC).
- 3. L'atelier, présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural (SG/MAER) du Sénégal, avait pour objectif général de préparer la réunion du Comité de pilotage du processus d'élaboration des PNIAs et du PRIA de deuxième génération, ainsi que l'atelier de lancement avec les Etats membres et les différentes catégories de parties prenantes, qui se tiendra fin mai 2016 à Abidjan. De façon spécifique, l'atelier avait pour objectifs :
  - OS1.Amender et adopter le projet de guide méthodologique du processus d'élaboration des PNIA et du PRIA de 2ème génération;
  - OS2. Articuler le processus en Afrique de l'Ouest avec la stratégie de mise en œuvre et la feuille de route pour la réalisation de la vision 2025 de l'Union africaine (Déclaration de Malabo);
  - OS3. Bâtir un plan conjoint d'appui aux pays et à la Commission de la CEDEAO impliquant les différentes institutions d'appui technique;
  - OS4 : Etablir une feuille de route pour le processus ouest africain ;
  - 0S5 : Analyser le projet de note de présentation et agenda de l'atelier régional de fin mai à Abidjan.

#### II. Cérémonie introductive

- 4. La cérémonie introductive a enregistré cinq interventions.
  - a. Le Directeur Exécutif du HUB RURAL, dont l'institution a été mandatée par la CEDEAO pour faciliter le processus, a tout d'abord salué la disponibilité de toutes les parties prenantes, notamment de la CEDEAO, de l'USAID, du SG/MAER du Sénégal. Il a ensuite mis l'accent sur les enjeux de l'atelier, qui s'inscrit dans le cadre global de la mise en œuvre des orientations de la déclaration de Malabo, sous le leardership de la Commission de l'Union Africaine, de l'Agence du NEPAD, et de la CEDEAO pour la région ouest africaine,
  - b. Le Point Focal PDDAA de la République du Ghana, a tout d'abord transmis aux participants, le message de bienvenue des autorités du Ghana, avant d'insister sur l'importance de l'agriculture dans l'économie des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La mise en œuvre de la déclaration de Malabo constitue une responsabilité mutuelle et fondamentale de nos Etats et de la CEDEAO. Pour ce faire, il faut bien identifier les défis et les enjeux, pour proposer des solutions idoines. Le présent atelier chargé d'analyser le guide méthodologique de révision des PNIAs et du PRIA offre une opportunité singulière à la région pour définir les démarches par lesquelles elle veut adresser efficacement les problèmes et les contraintes qui minent le développement agricole dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest.
  - c. Le représentant du groupe des donateurs, a insisté sur l'intérêt que l'USAID, qui assure la coordination de l'ECOWAP Donor Group, manifeste depuis 2003 pour la dotation de la région d'une politique agricole consensuelle. Il a salué le leadership de la CEDEAO et avant de réitérer l'engagement de l'USAID à poursuivre et à renforcer son appui technique et financier au développement agricole de la région ouest africaine.
  - d. Le Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau de la CEDEAO, a tout d'abord transmis les salutations de son Excellence, Monsieur Marcel de SOUZA, Président de la Commission, à son Excellence Monsieur Dramani Mahamane, Président de la République du Ghana pour les facilités dont bénéficient les participants à cet atelier. Il a ensuite rappelé les enjeux de la rencontre, et les missions dévolues au Groupe technique dans le processus de révision des plans d'investissement, dans le contexte de la déclaration de Malabo. Il a salué les efforts que déploie la République du Sénégal, permettant à la Commission de la CEDEAO d'assumer pleinement le leadership du processus de révision des plans d'investissement agricole. Il a ensuite remercié les autorités de l'USAID, de la Commission de l'UA, de l'agence du NEPAD, du HUB RURAL et de Africa Lead pour les appuis multiformes qu'elles apportent à la Commission de la CEDEAO.

e. Dans son allocution d'ouverture des travaux de l'atelier, Dr Dogo SECK, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural de la République du Sénégal, a tout d'abord tenu, au nom du Ministre Dr Papa Abdoulaye SECK, à rendre hommage aux chefs d'Etats de l'Afrique pour leur clairvoyance et leur engagementpour le développement du secteur agricole du continent. Il a longuement mis l'accent sur les défis et les enjeux du développement agricole avant d'insister sur les acquis des politiques et stratégies déployées au cours des dix dernières années,. A cet effet, il a invité les participants à s'inspirer, dans le cadre du processus de révision des plans d'investissement agricole, des expériences qui produisent des résultats probants à l'instar du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), mettant en œuvre la vision agricole de Son Excellence Monsieur Macky SALL. Président de la République du Sénégal, définie dans le Plan Sénégal Emergent (PSE). Le SG/MAER a appelé la région à concentrer les efforts et intensifier les actions sur l'accélération de la transformation de l'agriculture ouest africaine. Il a ensuite insisté sur le principal objectif de l'atelier, doter les acteurs régionaux d'un guide consensuel de révision des plans d'investissement agricole en tenant compte des acquis, du contexte actuel et de la demande pressante des populations comme des Etats. Il a conclu en invitant les participants à donner le maximum d'eux mêmes pour l'atteinte des objectifs des présentes assises et a déclaré ouvert l'atelier.

#### III. Déroulement de l'atelier

- **5.** Les travaux se sont déroulés selon l'agenda retenu, sous la présidence de monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural de la République du Sénégal. Ils ont été marqués par des communications suivies de débats au terme desquels des principales conclusions ont été tirées et des recommandations pertinentes ont été formulées.
- 6. La première session a été consacrée à la présentation (i) du Guide opérationnel pour la mise en œuvre nationale du PDDAA dans le cadre de la déclaration de Malabo, (ii) du manuel sur le cycle de la revue biennale de la déclaration de Malabo. Ces présentations ont insisté sur les principales étapes, d'une part, les activités à conduire et leur agencement entre les niveau national, régional et continental, d'autre part.
- 7. Plusieurs préoccupations relatives à la faisabilité technique et financière, de la démarche proposée, au rôle et à la place des différents acteurs dans le processus aux différentes phases, ont été soulevées par les participants. Sur ce dernier aspect, les participants se sont préoccupés de l'insuffisant respect du principe de subsidiarité entre l'Agence du NEPAD et les CER, de l'insuffisante implication du secteur privé et du genre dans les stratégies de mise en œuvre, notamment dans le financement du secteur agricole. Enfin, les participants ont conseillé la prudence dans le nombre de groupes de travail, dont la gestion risque de prendre beaucoup de temps à l'équipe d'animation de la CUA/NPCA.

- 8. La seconde série de présentations a été consacrée au guide de révision des PNIAs et du PRIA. Le guide insiste sur le contexte à différentes échelles, les étapes de la démarche (au nombre de 8), les activités à conduire. Le guide n'intègre pas les phases de mise en œuvre et de suivi évaluation. Les préoccupations ou commentaires faits par les participants pour l'amélioration du guide ont porté principalement sur :
  - a. La faisabilité financière et technique de la démarche;
  - b. la faible prise en compte du genre, en dépit de la formalisation d'un groupe dédié à cette dimension ;
  - c. la place du secteur privé dans le financement de la politique, des plans et programmes de développement agricole ;
  - d. la nécessité de prendre en compte la dynamique de formulation des priorités résilience pays (PRP) de AGIR en cours, et notamment l'intégration des PRP adoptées dans les nouveaux PNIAs ;
  - e. la question du financement et plus globalement des instruments de politiques et notamment le souci de maintenir le processus participatif et inclusif tout maintenant ses coûts dans des limites raisonnables ;
  - f. la prise en compte de toutes les catégories d'acteurs, ainsi que la valorisation des dispositifs de concertation existants dans les instances de pilotage du processus aux échelons national et régional;
  - g. la nécessité d'une meilleure articulation entre le PRIA et les PNIAs; même si les deux processus se déroulent simultanément, prévoir des passerelles/séquences où le PRIA capitalisera sur le processus PNIA afin de prendre en charge les défis transversaux communs à tous les pays et à adresser au plan régional, etc.
- 9. La troisième série de communications a été faite par les acteurs et institutions, sur les formes d'appui qu'ils sont en capacité d'apporter aux Etats et la Commission de la CEDEAO dans le processus de révision des PNIAs et du PRIA.

#### 10. Sont successivement intervenus:

- a. Le secteur privé qui a promis d'aider à la sensibilisation des opérateurs et investisseurs sur la portée et les enjeux du processus ;
- b. Les jeunes, qui ont promis s'appropriier le processus et de faire des propositions concrètes d'action lors des différentes étapes du processus ;
- c. Le groupe genre, qui a rappelé les éléments de diagnostic de la situation des femmes dans l'agriculture, avant d'insister sur la nécessité d'une meilleure prise en compte de cette dimension dans les nouveaux PNIAs et PRIA;
- d. La société civile a rappelé les actions que les organisations membres ont conduites sur les questions d'harmonisation et de cohérence des politiques. Elle s'est proposée d'appuyer les autres acteurs, les Etats et la Commission de la CEDEAO, sur les actions de veille sur la cohérence des politiques, et la communication sur les actions conduites dans le cadre du processus PDDAA en Afrique de l'Ouest;

- e. Le représentant du CILSS, a rappelé les prérogatives de cette institution technique et a réitéré la disponibilité de cette organisation à poursuivre l'accompagnement du processus comme dans la précédente phase, dans des domaines spécifiques comme : (i) le renforcement des systèmes d'information, (ii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, (iii) les stratégies d'adaptation aux changements climatiques;
- f. La Cellule technique AGIR-Sahel et Afrique de l'Ouest, a proposé de mettre à la disposition des acteurs, les acquis en matière de démarche, de coordination et des résultats du processus de formulation des Priorités Résilience Pays :
- g. Le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, a offert de mettre à la disposition de la région les résultats des études fondamentales qu'il a conduites sur certaines thématiques, et qui peuvent servir à mieux cerner les enjeux et défis du développement agricole en Afrique de l'Ouest. Il a promis d'appuyer (i) le contrôle qualité des plans, (ii) la communication sur le processus au niveau régional, (iii) la participation de points focaux AGIR de quelques pays au processus;
- Les Réseaux des organisations des producteurs ont présenté un mini plan d'actions visant à renforcer les capacités des acteurs pour une meilleure implication des producteurs, des éleceurs et des pasteurs dans le processus de révision des PNIAs et du PRIA;
- i. La FAO, a insisté sur les appuis multiformes qu'elle peut apporter à la région et aux Etats aux différentes étapes du processus. Elle a mis l'accent sur les actions qu'elle conduit déjà dans les trois pays post Ebola (Guinée, Libéria et Sierra-Leone);
- j. L'IFPRI et le ReSAKSS ont promis d'apporter leur soutien à deux niveaux au moins : la modélisation des options de développement agricole au niveau national et régional ; l'appui à l'opérationnalisation du dispositif de suivi évaluation. Enfin ces actions seront couplées avec le mandat reçu de l'USAID pour dérouler un programme dans les pays post Ebola ;
- k. Le CORAF/WECARD, en plus de l'appui au diagnostic des enjeux et défis du développement agricole, a insisté sur la disponibilité des technologies innovantes, qu'il tient à la disposition des acteurs régionaux pour accélérer la transformation des agricultures de la région.
- 11. Les débats ont mis en relief l'existence de conditions et de compétences en capacité de faciliter l'accélération du déroulement du processus de révision des PNIAs et des PRIA. Les acteurs ont cependant soulevé le problème du financement des appuis que les institutions régionales vont apporter au processus de révision des deux catégories de plan.
- 12. La quatrième session a été consacrée à l'analyse des instruments de politiques publiques. Deux exposés introductifs ont été faits :

- a. la FAO a rappelé les fonctions essentielles et les différents types d'instruments de politique publique souvent mis en œuvre. L'analyse s'est appuyée en partie sur les expériences de l'Union Européennes et de la SADC;
- b. Le HUB RURAL a insisté sur les expériences que déploie la CEDEAO dans le cadre, non seulement de la politique agricole régionale, mais aussi d'autres politiques sectorielles, avant de mettre l'accent sur les précautions à prendre pour déployer des instruments appropriés de politique publique dans le cadre de la 2<sup>nde</sup> génération de plans d'investissement agricole.
- 13. Le Directeur de l'agriculture de la CEDEAO a présenté le projet d'agenda de l'atelier régional de Abidjan. Cet atelier qui aura lieu du 30 mai au 2 juin 2016 est centré sur six objectifs :
  - a. Inscrire la démarche régionale dans l'agenda de la CUA/NPCA;
  - b. Tirer les enseignements de la revue conjointe régionale du secteur agricole;
  - c. Approfondir les réflexions pour définir une stratégie en vue d'une meilleure intégration des instruments de politiques publiques ;
  - d. Amender et adopter le guide de révision des plans d'investissement agricole ;
  - e. Adopter un plan conjoint d'appui aux pays et à la Commission ;
  - f. Adopter une feuille de route du processus de revision des PNIAs et du PRIA.
- 14. Un projet de feuille de route échelonné sur 12 mois, conduisant à la finalisation du processus en Juin 2017 a été soumis à l'appréciation des participants.

#### IV. Recommandations

15. A l'issue des débats, les participants, après avoir salué la qualité des documents de base préparés par la CEDEAO et le HUB RURAL, ainsi que des présentations faites par les différents communicateurs, ont formulé les recommandations suivantes :

## a. En matière d'amélioration du contenu du Guide :

- i. Etoffer l'analyse contextuelle en intégrant quelques éléments relatifs, non seulement aux politiques commerciales, aux initiatives liées à la résilience, mais aussi aux dispositifs de coordination intersectorielle fonctionnels dans plusieurs pays;
- ii. Mieux prendre en compte la dimension genre dans le document;
- iii. Rationnaliser les étapes du processus tout en gardant son caractère participatif et inclusif, notamment en explicitant d'avantage les activités à conduire, en valorisant au maximum des dynamiques en cours, et en prévoyant les actions de communication à différents niveaux.

# b. En matière de conduite du processus :

- La nécessité de rechercher la synergie et une meilleure coordination des actions et des appuis déployés par les différents acteurs;
- ii. Veiller au renforcement du leadership des Etats et de la Commission de la CEDEAO (concertation, appropriation) du processus;
- iii. La nécessité de faire une large communication sur le processus, tant au niveau national, que régional ;
- iv. Veiller à une large participation des acteurs, régionaux et des partenaires techniques et financiers aux différentes activités conduites dans le cadre du processus;
- v. Inviter les acteurs des autres Communautés économiques régionales à partager les expériences de l'Afrique de l'Ouest lors de l'atelier de validation du Guide, et faire bénéficier à l'atelier les expériences de leurs régions.

# c. Sur le contenu des plans d'investissement :

- i. Veiller à la prise en compte des problématiques émergentes (nutrition, changement climatique, assurance agricole, protection sociale), y compris celle de résilience en lien avec la dynamique AGIR en cours;
- ii. Veiller à la prise en compte des problématiques identifiées lors du bilan de l'ECOWAP+10 : emplois des jeunes, chaines de valeur, etc.
- iii. Spécifier les instruments de politiques à déployer, notamment des mécanismes innovants de financement pour accompagner les programmes d'investissement;
- iv. Proposer un plan succinct de rédaction des plans d'investissement pour faciliter la comparaison des documents ;

#### V. La Cérémonie de clôture

- 16. Trois interventions ont marqué la cérémonie de clôture des travaux de l'atelier :
  - a. Le Point Focal PDDAA de la République du Ghana s'est appesanti sur la qualité des résultats obtenus au cours des deux jours de travaux. Il a promis de faire un compte rendu fidèle aux autorités de la République du Ghana en général, et au Ministre en charge de l'agriculture en particulier;
  - b. Le Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO a remercié les participants pour la

qualité du travail abattu. Il s'est réjoui de la qualité de l'expertise, avant d'inviter les différentes parties prenantes à œuvrer pour le respect des delais consensuiellement retenus pour conduire le processus de révision des deux catégories de plans ;

- c. Le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural du Sénégal, a tout d'abord remercié le Président, le Gouvernement et le peuple du Ghana pour l'hospitalité qu'ils ont réservée aux participants; aux autorités de l'USAID pour avoir facilité la tenue de la rencontre, la Commission de l'UA et l'Agence du NEPAD pour avoir accepté de prendre part à cette rencontre; à la Commission de la CEDEAO et à la Direction exécutive du HUB RURAL pour la qualité des documents de travail. Il a dit être animé, par le sentiment que les conditions nécessaires sont réunies pour accélérer la cadence de développement de l'agriculture ouest africaine.
- d. Pour les prochaines étapes, notamment l'atelier d'Abidjan, il a recommandé de voir les possibilités de bien le préparer en encourageantla concertation au niveau des Etats, de manière à optimiser le temps et la durée de la rencontre. Il a enfin souhaité un bon retour aux participants dans leur pays respectif, avant de déclarer clos les travaux de l'atelier.

Fait à Accra, le 27 Avril 2016